

Mission(s)
ATHAND, HAND, L (*), LE, PS, SEI (*), TH

Nos références
850C2212¹ (850-C-2022-001Y)

Date
01/12/2022

SAINTE FLORENCE CREATION MAIRIE

RAPPORT INITIAL DE CONTRÔLE TECHNIQUE N°2



Envoi	COMMUNE ESSARTS EN BOCAGE - ROUILLE Simon	<i>Maître d'ouvrage</i>	s.rouille@essartsenbocage.fr
Copie	QUATTRO ARCHITECTES SLVI	<i>Architecte</i> <i>BET Fluides</i>	contact.laroche@quattroarchi.fr contact@slvi.fr

Auteur(s): Le chargé d'affaire, Jérémy ROY - Le vérificateur de la réglementation thermique, Fabrice DEMARLY - Le vérificateur des installations électriques, Ronan DUPERRIN

Le chargé d'affaire,
Jérémy ROY

Le présent rapport annule et remplace le RICT n°1 du 19/10/2022. Mise à jour

SOMMAIRE

I - OBJET DU RAPPORT.....	3
II - MISSION CONFIEE A BUREAU ALPES CONTROLES.....	3
III - AUTEURS DU RAPPORT.....	3
IV - RENSEIGNEMENTS GENERAUX.....	3
IV.1 - Désignation des intervenants.....	3
IV.2 - Description sommaire et adresse de l'opération.....	4
IV.3 - Montant prévisionnel des travaux.....	4
IV.4 - Calendrier des travaux.....	4
V - DOCUMENTS EXAMINES.....	5
VI - OBSERVATIONS LOT PAR LOT.....	6
VII - DOCUMENTS A TRANSMETTRE A BUREAU ALPES CONTROLES.....	7
VIII - RAPPORTS SPECIFIQUES AUX MISSIONS.....	8
VIII.1 - Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (*).....	9
VIII.2 - Solidité des existants.....	11
VIII.3 - Sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme.....	13
VIII.4 - Accessibilité handicapés des constructions - ERP en cadre bâti existant.....	15
VIII.5 - Isolation thermique et économies d'énergie - bâtiment existant.....	24
VIII.6 - Isolation thermique et économies d'énergie - RT 2012.....	27
VIII.7 - Classement et référentiel.....	30
VIII.8 - Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 5ème catégorie (*).....	31
VIII.9 - Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations (*).....	34

I - OBJET DU RAPPORT

Le présent document regroupe les avis que Bureau Alpes Contrôles formule à l'issue de la phase conception.

Il constitue le rapport mentionné au § 4.2.2 de la norme NF P 03-100 et au CCTG objet du décret n°99.443 du 28 mai 1999.

Le présent rapport annule et remplace le RICT n°1 du 19/10/2022. Mise à jour

II - MISSION CONFIEE A BUREAU ALPES CONTROLES

Les avis sont donnés dans le cadre des missions de contrôle technique confiées à Bureau Alpes Contrôles par le Maître d'Ouvrage dans la convention de contrôle technique n°850-C-2022-001Y et qui sont détaillées ci après :

- ATHAND - Mission "attestation relative au respect des règles d'accessibilité aux personnes handicapées"
- HAND - Mission relative à l'accessibilité des constructions aux personnes handicapées
- L - Mission relative à la solidité des ouvrages et éléments d'équipement indissociables (*)
- LE - Mission relative à la solidité des existants
- PS - Mission relative à la sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme
- SEI - Mission relative à la sécurité des personnes dans les constructions applicables aux ERP et IGH (*)
- TH - Mission relative à l'isolation thermique et aux économies d'énergie

Le Contrôleur Technique donne ses avis au Maître de l'Ouvrage dans le cadre des missions qui lui ont été confiées.

Le Maître de l'Ouvrage reçoit les avis du Contrôleur Technique, décide de la suite qu'il entend leur donner, communique en conséquence ses instructions aux constructeurs et fait connaître au Contrôleur Technique la suite qui a été donnée aux avis que celui-ci lui a adressés. Le Contrôleur Technique ne peut donner d'instructions aux Constructeurs.

Le Contrôleur Technique ne peut, en aucun cas, se substituer aux différents Constructeurs qui procèdent, chacun pour ce qui le concerne, à l'élaboration des documents techniques, des calculs justificatifs, à la direction, l'exécution, la surveillance et la réception des travaux. En conséquence, le Contrôleur Technique ne peut prendre, ou faire prendre, les mesures nécessaires pour donner à ses avis les suites prévues par le Maître de l'Ouvrage.

III - AUTEURS DU RAPPORT

Le chargé d'affaire, Jérémie ROY

Le vérificateur de la réglementation thermique, Fabrice DEMARLY

Le vérificateur des installations électriques, Ronan DUPERRIN

IV - RENSEIGNEMENTS GENERAUX

IV.1 - Désignation des intervenants

Maître d'ouvrage

COMMUNE ESSARTS EN BOCAGE

51 rue Georges Clémenceau

Les Essarts

85140 ESSARTS EN BOCAGE

Architecte

QUATTRO ARCHITECTES

Centre d'affaires de Beaupuy

44 rue Jacques Yves cousteau

85000 LA ROCHE-SUR-YON

BET Structure
AREST
ZA de la Foret
8 rue Chantermerle
44140 LE BIGNON

BET Fluides
SLVI
18 bis avenue de la Vertonne
44120 VERTOU

IV.2 - Description sommaire et adresse de l'opération

Création de la mairie en extension de l'ancien Presbytère

Adresse de l'opération :
Sainte Florence
85140 Essarts en Bocage

IV.3 - Montant prévisionnel des travaux

250 000 Euros HT

IV.4 - Calendrier des travaux

Début des travaux : 0000-00-00
Durée prévisionnelle des travaux : 6 mois

La mission du contrôleur technique définie en NFP03100 vise l'ouvrage achevé. Il appartient aux responsables du planning de veiller à programmer les travaux en cohérence avec les indications présentes en norme, DTU, Avis technique... En particulier, le planning devra permettre l'obtention des résistances suffisantes des matériaux à base de liants hydrauliques, ainsi que des taux d'humidités adéquates à la poursuite des travaux. De plus, nous rappelons que chaque entreprise est responsable de la réception des supports avant son intervention.

V - DOCUMENTS EXAMINES

- **Plans architectes** - Date : 01/12/2022 - Réception : 01/12/2022
Plans PRO 01 à 09

- **Descriptifs** - Date : 22/08/2022 - Réception : 14/09/2022
CCTP lots 01 à 07

- **Pré-étude structure** - Date : 21/07/2022 - Réception : 14/09/2022
Plans PRO BA1 et CH1

- **Descriptifs fluides** - Date : 22/06/2022 - Réception : 14/09/2022
CCTP fluides lots 08 et 09
Mail du 2/11/2022 en réponse à notre RICT 1

- **Plans fluides** - Date : 22/06/2022 - Réception : 14/09/2022
Plans PRO EI01 et CRV01

VI - OBSERVATIONS LOT PAR LOT

Les observations qui suivent, émises en phase conception, devront être suivies d'effets.

Maître d'ouvrage - COMMUNE ESSARTS EN BOCAGE

- Extension :
Selon nos calculs, la surface thermique Srt de l'extension de la mairie est supérieure à 30% de la surface thermique Srt des locaux existants.
- Srt extension = $67,34 \text{ m}^2 = 1,1 \times 61,22 \text{ m}^2$
- Srt existant = $209,27 \text{ m}^2 = 1,1 \times 190,25 \text{ m}^2$ en supposant que les locaux situés à l'étage du bâtiment existant soit chauffés à plus de 12°C .
Dans ces conditions et contrairement à ce qui est annoncé dans le CCTP lot 8 §08.02.01, l'extension de la mairie est soumise à la réglementation thermique RT2012.
Afin de mener à bien notre mission thermique, il conviendra de nous transmettre les documents suivants :
- le récapitulatif standardisé d'étude thermique de l'extension.

BET Fluides - SLVI

- Extension :
Selon nos calculs, la surface thermique Srt de l'extension de la mairie est supérieure à 30% de la surface thermique Srt des locaux existants.
- Srt extension = $67,34 \text{ m}^2 = 1,1 \times 61,22 \text{ m}^2$
- Srt existant = $209,27 \text{ m}^2 = 1,1 \times 190,25 \text{ m}^2$ en supposant que les locaux situés à l'étage du bâtiment existant soit chauffés à plus de 12°C .
Dans ces conditions et contrairement à ce qui est annoncé dans le CCTP lot 8 §08.02.01, l'extension de la mairie est soumise à la réglementation thermique RT2012.
Afin de mener à bien notre mission thermique, il conviendra de nous transmettre les documents suivants :
- le récapitulatif standardisé d'étude thermique de l'extension.
- Extension :

Le bâtiment extension doit être équipé de systèmes permettant de mesurer ou de calculer la consommation d'énergie pour le chauffage, le rafraîchissement, le réseau de prises de courant et la centrale de traitement d'air. A préciser.
- * La commission de sécurité demande la mise en place d'une alarme de type 3 dans l'établissement.

VII - DOCUMENTS A TRANSMETTRE A BUREAU ALPES CONTROLES

Les documents listés ci-après ainsi que tous ceux décrivant les ouvrages et équipements à construire émis par les divers intervenants de l'opération devront nous être transmis pour nous permettre de délivrer les avis sur les ouvrages concernés. De plus, en application de l'article R125-19 du Code de la construction et de l'habitation, les documents formalisant les vérifications techniques et auto-contrôle de leurs ouvrages par les constructeurs devront aussi nous être transmis.

RENSEIGNEMENTS GENERAUX

- Arrêté de permis de construire

FONDATIONS

- Fondations superficielles ou semi-profondes - plans d'étude béton armé

OUVRAGES DE STRUCTURES (HORS CHARPENTE)

- Plans d'étude béton armé
- Plans de préfabrication - poutrelles - prédalles - dalles alvéolées - poutres
- Procès verbal d'essai béton
- Dallages - rapport essai à la plaque (Westergaard Ks, EV2, EV1) - note de calcul si charges lourdes - certificat ACERMI isolant

CHARPENTE - COUVERTURE - ZINGUERIE

- Charpente - plan d'exécution - note de calcul - cahier de ferrures - procès verbal de traitement des bois
- Couverture bac acier - fiche technique des bacs - plan de calepinage des bacs

MENUISERIE - VITRAGE

- Plan d'exécution - élévation - détails liaison gros oeuvre - plan de repérage par façade - coupe sur appui, linteau, tableau - position bouche entrée d'air VMC

ELECTRICITE

- Schémas unifilaires des installations électriques
- Notes de calculs justifiant du dimensionnement des canalisations et des dispositifs de protection
- Attestations d'autocontrôle dans le cadre de l'article GE8

REGLEMENTATION THERMIQUE

- Etude thermique complète
- Caractéristiques thermiques des matériaux et équipements mis en place
- Attestation d'autocontrôle des entreprises sur la bonne exécution des ouvrages (isolation, étanchéité à l'air...)

SECURITE INCENDIE

Généralités

- Commission de sécurité : avis de la Commission sur dossier

VIII - RAPPORTS SPECIFIQUES AUX MISSIONS

Les rapports spécifiques aux missions confiées à BUREAU ALPES CONTROLES sont donnés ci-après, à savoir :

- Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (*)
- Solidité des existants
- Sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme
- Accessibilité handicapés des constructions - ERP en cadre bâti existant
- Isolation thermique et économies d'énergie - bâtiment existant
- Isolation thermique et économies d'énergie - RT 2012
- Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 5ème catégorie (*)
- Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations (*)

Signification des sigles utilisés pour les avis :

AF	AVIS FAVORABLE sur les points examinés et émis par référence aux éléments contenus dans les documents dont nous avons connaissance à ce stade de l'opération.
AS	AVIS SUSPENDU concernant des dispositions insuffisamment définies et pour lesquelles nous demandons des précisions. En l'absence de fournitures des documents ou renseignements demandés, ces avis devront être considérés comme défavorables, même en l'absence de nouvelle signification de notre part.
AD	AVIS DEFAVORABLE sur le point examiné en regard d'un référentiel connu ou reconnu.
SO	SANS OBJET - Le point examiné est sans objet pour l'opération considérée.
PM	POUR MEMOIRE
HM	HORS MISSION

Nota : Les avis formulés en phase conception ne préjugent pas des avis qui pourront être émis lors de la réalisation.

VIII.1 - Solidité des ouvrages et éléments d'équipements (*)

Référentiels législatifs et réglementaires :

- Loi 78 - 12 du 4 janvier 1978,
- Décret 78 - 1146 du 7 décembre 1978,
- Décret 99 - 443 du 28 mai 1999, CCTG, marchés publics de Contrôle Technique.

Référentiel normatif :

- Norme homologuée NF P 03 - 100.

Référentiel contractuel :

- Conditions générales d'intervention Filiance pour le contrôle technique d'une construction (version en vigueur à ce jour).

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	HYPOTHESES GENERALES		
	Protection contre les termites	AF	
	CONTEXTE GEOTECHNIQUE		
	Moyens de l'étude géotechnique		
	Mission confiée au géotechnicien	AF	
	Investigations géotechniques in situ ou en laboratoire	AF	
		SO	
	TERRASSEMENTS, SOUTÈNEMENTS		
	VOIRIES	AF	
		SO	
	RESEAUX EXTERIEURS AU BATIMENT		
		SO	
	AMELIORATION-RENFORCEMENT DE SOL		
		SO	Dalle portée
	DALLAGES		
	FONDATIONS		
	Principe constructif général		
	Éléments constitutifs du système de fondations	AF	
	Mode de fondation adapté au contexte géotechnique et aux charges	AF	
	Dispositions particulières		
	Fondations superficielles ou semi profondes	AF	
		SO	
	GESTION DES EAUX SOUTERRAINES		
		AF	
	SUPERSTRUCTURE / INFRASTRUCTURE EN BETON ET MACONNERIE		
		AF	
	CONSTRUCTION EN BOIS		
		AF	
	COUVERTURE / ZINGUERIE		
		AF	
	FACADES ET PIGNONS		
		AF	
	MENUISERIE - FAÇADE VITRÉE - VITRAGE		
		AF	
	MENUISERIES EXTERIEURES		

VIII.2 - Solidité des existants

Référentiels législatifs et réglementaires :

- Loi 78 - 12 du 4 janvier 1978,
- Décret 78 - 1146 du 7 décembre 1978,
- Décret 99 - 443 du 28 mai 1999, CCTG Marchés Publics de Contrôle Technique.

Référentiel normatif :

- Norme homologuée NF P 03 - 100.

Référentiel contractuel :

- Conditions générales d'intervention Filiance pour le contrôle technique d'une construction (version en vigueur à ce jour).

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	MISSION RELATIVE A LA COMPATIBILITE DES OUVRAGES EXISTANTS AVEC LES TRAVAUX NEUFS ENVISAGES Renseignements sur les existants <ul style="list-style-type: none"> - Nature des existants (présence de sous-sol, hauteur, structure porteuse, ...) - Plans de récolement - Désordres visibles (examen visuel, constat d'huissier, référé préventif,...) - Existence d'un diagnostic du bâtiment, avec analyse des fondations et structures dans le cas de modification des hypothèses de charge initiale. Analyse critique de l'étude géotechnique <ul style="list-style-type: none"> - Sondages visuels sur les fondations des existants Ouvrages de structure <ul style="list-style-type: none"> - Compatibilité des ouvrages avec les surcharges apportées aux : Façades	SO PM SO PM SO SO	 Sera réalisé lors de notre première visite sur site Le sondage n'a pas pu être réalisé jusqu'au bout en raison de réseaux passant le long des fondations. Nous notons que les fondations de l'extension sont déportées des fondations existantes Pas de surcharges apportées à l'existant Façades existantes non modifiées

VIII.3 - Sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme

Référentiels législatifs et réglementaires :

- Loi 78 - 12 du 4 janvier 1978,
- Décret 78 - 1146 du 7 décembre 1978,
- Décret 99 - 443 du 28 mai 1999, CCTG Marchés Publics de Contrôle Technique.

Référentiel normatif :

- Norme homologuée NF P 03 - 100.

Référentiel contractuel :

- Conditions Filiance précisées en contrat ou, à défaut, en vigueur à la date du contrat.
- Arrêté du 22 octobre 2010 relatif à la classification et aux règles de construction parasismique applicables aux bâtiments de la classe dite « à risque normale » et arrêtés modificatifs du 19 juillet 2011, du 25 octobre 2012, du 15 septembre 2014 et du 08 septembre 2021
- Guide ENS « dimensionnement parasismique des Eléments Non Structuraux du cadre bâti » (version 2014) et référentiels professionnels associés.
- Guide de construction parasismique des maisons individuelles - Zones 3-4 (version août 2021)
- Décret n° 2010-1254 du 22 octobre 2010 relatif à la prévention du risque sismique.
- Article D 563-8-1 du code de l'Environnement créé par le décret n° 2010 -1255 du 22 octobre 2010 portant délimitation des zones de sismicité du territoire français et modifié par le décret 2015-5 du 6 janvier 2015.
- Arrêté du 24 janvier 2011 (JO 31 mars 2011) fixant les règles parasismiques applicables à certaines installations classées (et son rectificatif JO 9 avril 2011).

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	MISSION PARASISMIQUE : GENERALITES Classification - Zone de sismicité (2, 3, 4, ou 5). - Catégorie d'importance du bâtiment (I, II, III, ou IV) définie par l'arrêté du 22 octobre 2010. Travaux sur bâtiments existants Parties neuves isolées sismiquement des existants. APPLICATION EUROCODE 8	PM 3 PM II HM AF AF	La mission PS ne porte que sur la construction de bâtiment neuf. Voir le rapport spécifique mission PSE (relative à la sécurité des personnes en cas de séisme dans les constructions existantes faisant l'objet de travaux) si cette mission nous a été confiée. Application obligatoire pour les dépôts de DP, PC, et autorisations de construire postérieurs au 1er janvier 2014.

VIII.4 - Accessibilité handicapés des constructions - ERP en cadre bâti existant

o Code de la construction et de l'habitation - articles L161-1 à L164-3, R164-1 à R164-5

Modifiés par

o Décret n°2006-555 du 17 mai 2006 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation et modifiant le Code de la construction et de l'habitation.

o Décret n°2007-1327 du 11 septembre 2007 relatif à la sécurité et à l'accessibilité des établissements recevant du public et des immeubles de grande hauteur, modifiant le Code de la construction et de l'habitation et portant diverses dispositions relatives au code de l'urbanisme,

o Décret n° 2009-500 du 30 avril 2009 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public et des bâtiments à usage d'habitation,

o Arrêt du conseil d'état n°295382 et n°298315 du 21 juillet 2009.

o Décret n°2014-1326 du 5 novembre 2014 modifiant les dispositions du Code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public

o Décret n° 2017-431 du 28 mars 2017 relatif au registre public d'accessibilité et modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public

o Décret n° 2017-456 du 29 mars 2017 relatif au patrimoine mondial, aux monuments historiques et aux sites patrimoniaux remarquables

o Arrêté du 8 décembre 2014 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R164-1 à R164-3 du Code de la construction et de l'habitation et de l'article 14 du décret n°2006-555 relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public.

o Arrêté du 28 avril 2017 modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des logements destinés à l'occupation temporaire ou saisonnière dont la gestion et l'entretien sont organisés et assurés de façon permanente, des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant, des installations existantes ouvertes au public ainsi que des bâtiments d'habitation collectifs et des maisons individuelles lors de leur construction

o Arrêté du 27 février 2019 modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des bâtiments d'habitation collectifs et des maisons individuelles lors de leur construction, des établissements recevant du public lors de leur construction et des installations ouvertes au public lors de leur aménagement, des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public

Commentaire général :

Certaines règles sont essentiellement d'ordre qualitatif et ne font pas l'objet de référentiel technique commun précis. Les avis portés à leur sujet sont donc à considérer comme présomptions de respect ou non-respect, établis selon la propre appréciation des dispositions constatées et ne préjugant pas d'interprétations contraires. La responsabilité de la société Bureau Alpes Contrôles sur ces points ne pourra donc pas être engagée.

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Code de la construction et de l'habitation Livre I, Titre VI, Chapitre IV - Etablissements recevant du public existants	PM	
R164-1-I	Domaine d'application du présent chapitre	PM	Applicable aux ERP existants ou créés dans un cadre bâti existant et aux installations ouvertes au public existantes
R164-1-II & III	Dispositions applicables ou solutions équivalentes	PM	Arrêté du 08/12/14 modifié –voir articles ci-dessous
R164-2-I	Travaux de modification ou d'extension dans ERP existants ou créés dans cadre bâti existant et IOP existantes : - a) à l'intérieur de volume ou surfaces existantes - b) construction de surfaces ou de volumes nouveaux à l'intérieur d'un cadre bâti existant	PM PM	Maintien à minima des conditions d'accessibilité existantes Voir R164-1et arrêté du 08/12/14 modifié ci-dessous
R-164-2-II	Obligations pour les ERP existants ou créés dans cadre bâti existant, autres que ceux de 5ème catégorie : Obligation de mise en accessibilité selon R111-19-7 III Travaux d'accessibilité en cours à la date de parution de l'arrêté du 08/12/14 (JO du 13/12/14) Modifications ou renouvellement d'équipements	SO	Arrêté du 08/12/14 modifié Application des articles 2 à 19 de l'arrêté du 01/08/06 avec possibilités de modalités particulières d'application selon les articles 3 à 11 de l'arrêté du 21 mars 2007 Arrêté du 08/12/14 modifié
R-164-2-III	Obligations pour les ERP existants ou créés dans un cadre bâti de 5ème catégorie et IOP existantes Obligation de fournir l'ensemble des prestations en vue desquelles l'établissement ou l'installation est conçu Modifications dans des parties de bâtiments accessibles Modifications dans des parties non accessibles aux usagers fauteuils roulants (UFR)	PM	Application Arrêté du 08/12/14 modifié Application Arrêté du 08/12/14 modifié Application Arrêté du 08/12/14 modifié limité aux autres handicaps
R-164-2-IV	Application particulière : Réseaux souterrains de transports ferroviaires et de transports guidés	PM	Concerne le Maître d'ouvrage
R-164-3-I	Dérogation en cas de : impossibilité technique contraintes liées au patrimoine architectural disproportion manifeste Coût ou nature des travaux Rupture chaîne du déplacement refus des copropriétaires	SO	Seuils financiers définis par arrêté à paraître
R-164-3-II	Etablissement remplissant une mission de service public : mesure de substitution obligatoire	PM	
R-164-3-III	Modalités de dépôt et justifications à produire	HM	Selon arrêté à paraître
Art. R164-4	I- Conditions techniques d'application des articles R164-1 à R164-3 définies par arrêté II- Caractéristiques spécifiques pour certains établissements (Enceintes sportives ; Etablissements avec prestation visuelle ou sonore)	PM PM	Voir Arrêté du 08/12/14 modifié Arrêtés non parus
Art. R164-5	Règles particulières à certains établissements (Etablissements pénitentiaires ; militaires ; Centres de rétention administrative et locaux de garde à vue ; Chapiteaux tentes et structures gonflables ou non ; Etablissements flottants)	PM	Etablissements pénitentiaires : Arrêté du 29/12/2016 Autres établissements : Arrêté non paru
	Arrête du 08/12/2014 modifié fixant les dispositions prises pour l'application des articles R164-1 à R164-4 du Code de la construction et de l'habitation.		
Art. 1	Les dispositions architecturales et les aménagements propres à assurer l'accessibilité des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes, avec ou sans travaux, satisfont aux obligations définies aux articles 2 à 19 Des solutions d'effet équivalent peuvent être mises en oeuvre Conditions de dépôt et d'obtention d'une solution d'effet équivalent Dispositions des articles 5 à 19 concernant : - les espaces de manoeuvre avec possibilité de demi-tour - les espace de manoeuvre de porte - les espace d'usage des équipements - la distance minimale entre la poignée de porte et l'angle rentrant Ne s'appliquent pas dans les étages et niveaux non accessibles aux fauteuils roulants	PM SO PM PM	A la charge du MOA

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art. 3	Dispositif de protection à proximité d'une rupture de niveau de plus de 0,40m si distance inférieure à 0,90m du cheminement	SO	Non concerné par les travaux
	En cas de travaux sur cheminement accessible Dispositif de protection à proximité d'une rupture de niveau de plus de 0,25m si distance inférieure à 0,90m du cheminement	SO	
	Repérage des vides accessibles sous escaliers	SO	
	Repérage des parois vitrées	PM	
	Escalier de 3 marches ou plus : respect de l'article 7-1 à l'exception de l'éclairage	SO	
	Escalier de moins de 3 marches : respect de la sécurité d'usage visée au 2° de l'article 7-1 à l'exception de l'éclairage	SO	
	En cas d'installation ou de mise en place du dispositif d'éveil de vigilance: conforme à l'annexe 7 ou norme NF P 98-351	SO	
	Signalisation au croisement d'un cheminement véhicule	SO	
	Eclairage du cheminement selon l'art. 14 (20 lux)	AF	
	Feux tricolores équipés de répéteurs de phase conformes à l'annexe 8 ou à la NF S 32-002	SO	
		HM	
	Dispositions relatives au stationnement automobile		
Art.4	Dispositions relatives aux accès à l'établissement ou l'installation		
	I. - Usage attendu		
	Niveau d'accès principal à chaque bâtiment accessible en continuité avec le cheminement extérieur.	AF	
	En cas de Contrôle d'accès : Dispositifs de signalement au personnel repéré accessible et simple	SO	
	II. - Caractéristiques minimales		
	1° Accès		
	Ressaut maxi de 2cm (porté à 4cm sous condition)	AF	
	Rampe par ordre de préférence : permanente intérieure, permanente extérieure sur voirie, amovible automatique ou manuelle		
	Caractéristiques rampe :	SO	
	Supportant 300 kg		
	Pentes ≤ 6% (exceptionnellement jusqu'à 10% sur une longueur de 2m et jusqu'à 12% sur une longueur de 0,50m)		
	Suffisamment large		
	Non glissante		
	Contrastée / environnement avec matériaux opaques		
	Absence de vides latéraux pour rampe inclinée permanente	SO	
	Dispositif permettant de se signaler au personnel en cas de rampe amovible (sonnette à minima) Situé à proximité de la porte d'entrée Facilement repérable, visuellement contrasté, identifié Indiquant l'état de fonctionnement si rampe automatique Implanté entre 90cm et 130 cm et à 40 cm d'obstacle	SO	
	Personnel formé à la manipulation de la rampe amovible	SO	
	2° Repérage		
	Repérage de l'entrée principale (architecture, matériaux ou contrastes)	AF	
	Si numéro ou dénomination établissement à proximité entrée	PM	
	En cas de Contrôle d'accès : Dispositifs de signalement situé hors d'une zone sombre, repéré, signalé	SO	
	3° Atteinte et usage		
	Position des systèmes de contrôle d'accès, de communication, de commandes manuelles électriques : situés à plus de 0,40m d'un angle rentrant ou de tout autre obstacle et hauteur comprise entre 0,90m et 1,30m)	SO	
	Position des systèmes de contrôle d'accès, de communication, de commandes manuelles autres qu'électriques : situés à plus de 0,40m d'un angle rentrant ou de tout autre obstacle et hauteur comprise entre 0,90m et 1,30m)	SO	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art. 5	Système d'ouverture électrique des portes utilisable en position debout ou assise	SO	
	Système d'ouverture non électrique des portes utilisable en position debout ou assise	AF	
	Conformité à l'annexe 3 des éléments d'information relatifs à l'orientation dans le bâtiment	PM	
	Signal sonore et visuel lié au fonctionnement des dispositifs d'accès	SO	
	En cas de contrôle d'accès, possibilité de signalement pour personnes sourdes, malentendantes, muettes.	SO	
	Sans vision directe : interphonie avec visualisation.	SO	
	En cas d'installation ou de renouvellement des appareils d'interphonie : boucle d'induction magnétique selon annexe 9 ou NF EN 60.118-4 et retour visuel des informations principales fournies	SO	
	Dispositions relatives à l'accueil du public		
	I. - Usage attendu		
	Repérage, accessibilité et utilisation d'au moins un point d'accueil adapté à l'entrée	AF	
Art. 6	Toute information sonore nécessaire à l'utilisation du point d'accueil, transmise par moyens adaptés ou doublée par une information visuelle	SO	
	Eclairage renforcé dans les espaces ou équipements de communication	AF	
	II. - Caractéristiques minimales		
	Banques d'accueil et mobilier en faisant office utilisables assis ou debout avec communication visuelle	AF	
	Equipement destiné à lire, écrire ou utiliser un clavier (hauteur maximale 0,80m, vide en partie inférieure 0,30m x 0,60m x 0,70m)	AF	
	Si accueil sonorisé (si renouvellement ou installation): obligation d'un système de transmission du signal acoustique par induction magnétique selon annexe 9 ou conforme à la norme NF EN 60118-4 avec pictogramme correspondant	SO	
	BIM obligatoire pour ERP avec mission de service public et ERP de 1ère et 2ème catégorie	HM	
	Eclairage du poste d'accueil selon art 14 (200 lux)	AF	
	Dispositions relatives aux circulations intérieures horizontales		
	I. - Usage attendu		
	Repérage et accessibilité des circulations intérieures horizontales	AF	
	Accès à l'ensemble des locaux ouverts au public et possibilité de ressortir de manière autonome.	AF	
	II. - Caractéristiques minimales		
	1° Caractéristiques dimensionnelles :		
	a) Profil en long		
	Pente ≤ 6% (exceptionnellement jusqu'à 10% sur une longueur de 2m et jusqu'à 12% sur une longueur de 0,50m)	SO	
	Palier de repos (1,20 m x 1,40 m) en haut et en bas de chaque plan incliné et tous les 10 mètres si pente ≥ 5%	SO	
	Ressaut maxi de 2cm (porté à 4cm sous condition) Ressauts interdits en haut et bas de plan incliné	HM	
	Distance minimale entre deux ressauts successifs de 2,50m	PM	
	Pente comportant plusieurs ressauts successifs interdit	PM	
	b) Profil en travers		
	Largeur minimale 1,20m (allées structurantes)	AF	
	Rétrécissement ponctuel entre 0,90m et 1,20m	AF	
	Dévers ≤ 3%	AF	
	c) Profil en travers (allées non structurantes)	SO	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<p>d) Espaces de manoeuvre et d'usage pour les personnes circulant en fauteuil roulant</p> <p>Espace de manoeuvre de porte de part et d'autre de chaque porte ou portillon (longueur de 1,70m en poussant et de 2,20m en tirant) à l'exception des portes automatiques coulissantes fonctionnant sur détection de présence et de ceux ouvrant uniquement sur un escalier et des portes des sanitaires, douches et cabines non adaptés</p> <p>Espace d'usage (0,80m x 1,30m) devant chaque équipement électrique</p> <p>Espace d'usage (0,80m x 1,30m) devant chaque équipement autre qu'électrique</p> <p>2° Sécurité d'usage</p> <p>Sol non meuble, non glissant, non réfléchissant et sans obstacle à la roue</p> <p>Trous et fente de dimension inférieure à 2cm</p> <p>Cheminement libre de tout obstacle (passage libre de 2,20m, contraste visuel...).</p> <p>Lors de l'installation (ou de travaux sur les cheminements) d'éléments en porte-à-faux ou en saillie de plus de 15 cm :</p> <p>Mise en place de dispositif (arrondi sans arête vive) détectable à la canne selon annexe 4</p> <p>En cas de travaux sur cheminement accessible Dispositif de protection à proximité d'une rupture de niveau de plus de 0,40m si distance inférieure à 0,90m du cheminement</p> <p>Repérage des vides accessibles sous escaliers</p> <p>Repérage des parois vitrées</p> <p>Escalier de 3 marches ou plus : respect de l'article 7-1 à l'exception de l'éclairage</p> <p>Escalier de moins de 3 marches : respect de la sécurité d'usage visée au 2° de l'article 7-1 à l'exception de l'éclairage</p> <p>En cas d'installation ou de mise en place du dispositif d'éveil de vigilance :</p> <p>Conformes à l'annexe 7 (plots régulièrement espacés, largeur suffisante, contrastée visuellement, non glissante, sans gêne pour PMR, distance = pas de freinage)</p> <p>ou norme NF P 98-351</p> <p>Eclairage du cheminement selon l'art. 14 (100 lux)</p>	<p>AF</p> <p>AF</p> <p>AF</p> <p>AF</p> <p>PM</p> <p>SO</p> <p>SO</p> <p>PM</p> <p>SO</p> <p>SO</p> <p>SO</p> <p>AF</p> <p>SO</p>	
Art. 7	Dispositions relatives aux circulations intérieures verticales		Etage non accessible au public
Art.8	Dispositions relatives aux tapis roulants, escaliers mécaniques et plans inclinés	SO	
Art.9	Dispositions relatives aux revêtements des sols, murs et plafonds des parties communes		
	<p>I. - Usage attendu</p> <p>Revêtements de sol sûrs et permettant une circulation aisée</p> <p>Absence de gêne visuelle ou sonore</p> <p>II. - Caractéristiques minimales</p> <p>Tapis compatibles avec la circulation de fauteuils roulants et sans ressaut de plus de 2 cm</p> <p>Respect des exigences réglementaires concernant les temps de réverbération et les surfaces équivalentes de matériaux absorbants (établissements d'enseignement, établissements de santé, hôtels)</p> <p>En l'absence d'autres prescriptions réglementaires, aire d'absorption équivalente d'au moins 25% de la surface au sol pour les espaces réservés à l'accueil et à l'attente du public, les salles de restauration</p>	<p>AF</p> <p>AF</p> <p>AF</p> <p>SO</p> <p>AF</p>	
Art.10	Dispositions relatives aux portes, portiques et sas		

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art. 11	I. - Usage attendu		
	Repérage des portes vitrées	PM	
	Toutes portes manoeuvrables	AF	
	Absence de danger pour portes battantes et automatiques	SO	
	SAS de dimensions suffisantes pour passage et manoeuvre des portes		
	Portes adaptées prévues à côté des portes incompatibles avec la réglementation (portes à tambour, tourniquets, sas cylindriques)	SO	
	II. - Caractéristiques minimales		
	1° Caractéristiques dimensionnelles		
	Largeur passage utile minimal de 1,20m pour desserte à partir de 100 personnes.	SO	
	Vantail principal de 0,80m en cas de doubles vantaux (0,77 en largeur utile)	AF	
	Largeur minimale de 0,80m pour locaux recevant moins de 100 personnes. (0,77 en largeur utile)	AF	
	Largeur utile minimale des portiques de sécurité de 0,77m	SO	
	Espaces de manoeuvre des portes (longueur de 1,70m en poussant et de 2,20m en tirant) autres que celles ouvrant sur un escalier et des sanitaires, douches et des cabines d'essayage ou de déshabillage non adapté	AF	
	Espace de manoeuvre des portes de sas (espace rectangulaire de 1,20m x 1,70m en poussant et de 1,20m x 2,20m en tirant) hors du débattement de porte non manoeuvrée	AF	
	2° Atteinte et usage		
	Poignées de portes préhensibles et manoeuvrables « en position debout comme assis »	AF	
	Temps d'ouverture automatique adapté et détection de personnes de toutes tailles	SO	
	Système d'ouverture électrique avec signal sonore et lumineux	SO	
	Effort nécessaire pour l'ouverture ≤ 50N	AF	
	Portes avec dispositifs liés à la sécurité et la sûreté de l'établissement : possibilité de signalement à l'accueil et accès par portes adaptées	SO	
Art. 12	3° Sécurité d'usage		
	En cas de travaux ou renouvellement, contraste visuel des portes ou encadrement ainsi que poignées par rapport à l'environnement	AF	
Art. 13	Repérage des portes vitrées	PM	
	Dispositions relatives aux locaux ouverts au public, aux équipements et dispositifs de commande.		
Art. 12	I. - Usage attendu		
	Présence d'au moins un équipement électrique adapté en cas d'équipements groupés.	SO	
Art. 13	Présence d'au moins un équipement autre qu'électrique adapté en cas d'équipements groupés.	SO	
	II. - Caractéristiques minimales	SO	
Art. 12	Dispositions relatives aux sanitaires	HM	Existant et non modifié par les travaux
Art. 13	Dispositions relatives aux sorties		
	I. - Usage attendu		
	Repérage, atteinte et utilisation des sorties correspondants à un usage normal	AF	
	II. - Caractéristiques minimales		
	Sortie d'usage normal repérable directement soit par signalisation conforme annexe 3	AF	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art. 19	Dispositions supplémentaires relatives aux caisses de paiement et aux dispositifs disposés en batterie ou en série	SO	
Art. 20	Sous-titrage en français	SO	
Art. 21	Abrogation de l'arrêté du 21/03/2007	PM	
Art. 22	Date d'application : 1er janvier 2015	PM	
Art. 23	Publication au journal officiel	PM	

VIII.5 - Isolation thermique et économies d'énergie - bâtiment existant

OBJET DE LA MISSION:

Les aléas techniques à la prévention desquels la société BUREAU ALPES CONTROLES contribue au titre de la mission Th, sont ceux qui, découlant de défauts dans l'application des textes réglementaires du référentiel de la mission, sont susceptibles de compromettre la performance énergétique

conventionnelle réglementaire du bâtiment existant rénové, en France métropolitaine.

La mission porte sur les ouvrages et éléments d'équipement concourant à l'isolation thermique et au confort d'été des bâtiments, les systèmes de chauffage, de climatisation de confort, de fourniture d'eau chaude sanitaire, de ventilation hygiénique, d'éclairage installé à demeure ainsi que, dans les cas prévus par la réglementation, sur les équipements de production d'énergie dite renouvelable, dans la mesure où ils figurent dans les marchés de travaux communiqués au contrôleur technique, étant précisé que leur examen est réalisé exclusivement sous l'angle de la performance énergétique conventionnelle réglementaire.

Les aléas techniques relatifs à la performance énergétique conventionnelle réglementaire, que le contrôleur technique contribue à prévenir au titre de la présente mission, concernent :

- le respect des obligations de moyens ou des caractéristiques thermiques minimales prévues par les réglementations thermiques ;
- les modalités de réalisation du calcul des coefficients exprimant la performance énergétique conventionnelle réglementaire ;
- la qualité des données prises en compte dans les calculs des coefficients exprimant la performance énergétique réglementaire.

REFERENTIEL:

- Articles R173-1, R173-2 et R173-3 du Code de la construction et de l'habitation pour les ouvrages existants faisant l'objet de travaux de rénovation
- Décret n° 2007-363 du 19 mars 2007 Relatif aux études de faisabilité des approvisionnements en énergie, aux caractéristiques thermiques et à la performance énergétique des bâtiments existants et à l'affichage du diagnostic de performance énergétique.
- Arrêté du 03/05/2007 modifié relatif aux caractéristiques thermiques et à la performance énergétique des bâtiments existants.
- Arrêté du 13/06/2008 Relatif à la performance énergétique des bâtiments existants de surface supérieure à 1000m² lorsqu'ils font l'objet de travaux de rénovation importants.
- Arrêté du 08/08/2008 Portant approbation de la méthode de calcul Th-C-E ex prévue par l'arrêté du 13 juin 2008 relatif à la performance énergétique des bâtiments existants de surface supérieure à 1000m², lorsqu'ils font l'objet de travaux de rénovation importants.

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	ARRETE DU 03/05/2007		
Art 1	Modalités d'application RT élément/élément	AF	Dans le cadre du projet la réglementation thermique par éléments s'applique uniquement au bâtiment existant.
Art 2 - Art 5	ENVELOPPE DU BATIMENT - PAROIS OPAQUES	SO	
Chapitre 2	ENVELOPPE DU BATIMENT - PAROIS VITREES		Les menuiseries extérieures déposées dans l'existant ne seront pas remplacées.
Chapitre 3	CHAUFFAGE		
Art 16	Mise en place en place d'une chaudière à coupe-tirage de type B1 autorisée uniquement en remplacement sur conduits collectifs (shunt,VMC gaz) ou conduit individuel > 10 m	SO	
Art 17	Chaudière de puissance thermique nominale supérieure à 400 kW (étanche ou à conduit de fumées) installée ou remplacée: - Rendement mini à pleine charge : 90.9% - Rendement mini à 30% de charge : 90.9 %	SO	
Art 18	Pompe à chaleur installée ou remplacée : Puissance > 400 kW et usage de chauffage - Respect du coefficient de performance (COP) en fonction du type de PAC : COP ≥ 3.2 (Teau intérieure:35°C)	SO	
Art 19	Pompe à chaleur installée ou remplacée : Puissance > 12 kW et usage de chauffage - Respect du coefficient de performance (COP) en fonction du type de PAC : COP ≥ 3.2 (Tair intérieure: 20°C)	AF	prévu selon mail du BET fluide du 28/11/2022
Art 20	Mise en place de radiateurs basse température lorsque toute l'installation de chauffage est remplacée	SO	
Art 21	Dispositif de mise à l'arrêt des pompes de circulation	SO	
Art 22	Calorifuge dans les locaux non chauffés des réseaux de distribution chaleur, de froid et le raccordement aux réseaux de chaleur et de froid installés ou remplacés:	SO	
Art 23	Mise en place en pied de colonne d'organe d'équilibrage lors d'un remplacement du réseau de chauffage	SO	
Art 24	Nouvel émetteur de chauffage : Mise en place par local desservi de dispositif d'arrêt manuel et de régulation en fonction de la température intérieure par local	AF	
Art 25	Nouveau dispositif de régulation des émetteurs de chauffage à effet joule:	SO	
Art 28 - Art 29	EAU CHAUDE SANITAIRE	SO	
Chapitre 5	REFROIDISSEMENT		
Art 30	Lors de l'installation ou du remplacement d'un système de refroidissement dans un local, les baies non orientées au Nord doivent être équipées de protection solaire	SO	La baie vitrée du bureau du Maire est orientée au Nord.
Art 31	Climatiseurs installés ou remplacés de P > 12kW - Valeurs de niveau de rendement énergétique (EER) mini:	AF	prévu selon mail du BET fluide du 28/11/2022
Art 32	Dispositif de mise à l'arrêt des pompes de circulation	SO	
Art 33	Nouvel installation de refroidissement : - Mise en place de dispositif par local desservi d'arrêt manuel et de régulation en fonction de la température intérieure par local - Cas du système à débit variable	AF	
Art 34	Interdiction de chauffer puis refroidir ou inverse avant émission dans le local	AF	
Art 35	Locaux autres qu'habitation pour une surface refroidie ≥ 400m2 : dispositif permettant de suivre les consommations et la température intérieure	SO	
Art 36 - Art 40	VENTILATION	SO	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
Art 41 - Art 46	ECLAIRAGE DES LOCAUX	SO	Les luminaires existants dans le bureau du Maire seront déposés et reposés pour certains.
Art 47 - Art 51	ENERGIE RENOUVELABLE	SO	

VIII.6 - Isolation thermique et économies d'énergie - RT 2012

OBJET DE LA MISSION:

Les aléas techniques à la prévention desquels la société BUREAU ALPES CONTROLES contribue au titre de la mission Th, sont ceux qui, découlant de défauts dans l'application des textes réglementaires du référentiel de la mission, sont susceptibles de compromettre la performance énergétique conventionnelle réglementaire de la construction neuve achevée ou du bâtiment existant rénové, en France métropolitaine.

La mission porte sur les ouvrages et éléments d'équipement concourant à l'isolation thermique et au confort d'été des bâtiments, les systèmes de chauffage, de climatisation de confort, de fourniture d'eau chaude sanitaire, de ventilation hygiénique, d'éclairage installé à demeure ainsi que, dans les cas prévus par la réglementation, sur les équipements de production d'énergie dite renouvelable, dans la mesure où ils figurent dans les marchés de travaux communiqués au contrôleur technique, étant précisé que leur examen est réalisé exclusivement sous l'angle de la performance énergétique conventionnelle réglementaire.

Les aléas techniques relatifs à la performance énergétique conventionnelle réglementaire, que le contrôleur technique contribue à prévenir au titre de la présente mission, concernent :

- le respect des obligations de moyens ou des caractéristiques thermiques minimales prévues par les réglementations thermiques ;
- les modalités de réalisation du calcul des coefficients exprimant la performance énergétique conventionnelle réglementaire ;
- la qualité des données prises en compte dans les calculs des coefficients exprimant la performance énergétique réglementaire.

RÉFÉRENTIEL:

- Articles R.111-20 I, II et IV du code de la construction et de l'habitation pour les ouvrages neufs ; - Articles R.131-25, R.131-26 et R.131-28 du code de la construction et de l'habitation pour les ouvrages existants faisant l'objet de travaux de rénovation.
- Décret n° 2010-1269 du 26 octobre 2010 et décret n°2012-1530 du 28 décembre 2012 Relatif aux caractéristiques thermiques et à la performance énergétique des constructions
- Arrêté du 26 octobre 2010 modifié relatif aux caractéristiques thermiques et aux exigences de performances énergétiques des bâtiments nouveaux et des parties nouvelles de bâtiment
- Décret n°2012-1530 du 28 décembre 2012 relatif aux caractéristiques thermiques et à la performance énergétique des constructions
- Arrêté du 28 décembre 2012 modifié relatif aux caractéristiques thermiques et aux exigences de performances énergétiques des bâtiments nouveaux et des parties nouvelles de bâtiment

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	DISPOSITION GENERALE		
Art 1	DOMAINE D'APPLICATION		
	EXIGENCES DE PERFORMANCE		
Art 7	Est considéré comme satisfaisant à la présente réglementation thermique tout bâtiment neuf pour lequel le maître d'ouvrage est en mesure de montrer que sont respectées simultanément les conditions suivantes:	AS	<p>Extension : Selon nos calculs, la surface thermique Srt de l'extension de la mairie est supérieure à 30% de la surface thermique Srt des locaux existants. - Srt extension = $67,34 \text{ m}^2 = 1,1 \times 61,22 \text{ m}^2$ - Srt existant = $209,27 \text{ m}^2 = 1,1 \times 190,25 \text{ m}^2$ en supposant que les locaux situés à l'étage du bâtiment existant soit chauffés à plus de 12 °C. Dans ces conditions et contrairement à ce qui est annoncé dans le CCTP lot 8 §08.02.01, l'extension de la mairie est soumise à la réglementation thermique RT2012. Afin de mener à bien notre mission thermique, il conviendra de nous transmettre les documents suivants : - le récapitulatif standardisé d'étude thermique de l'extension.</p>
	CARACTERISTIQUES THERMIQUES ET EXIGENCES DE MOYENS TOUT BÂTIMENT		
	Etanchéité à l'air de l'enveloppe		
	Isolation thermique		
	Parois entre partie de bâtiment à occupation continue et occupation discontinue : $U < 0,36 \text{ W/m}^2 \cdot \text{K}$ Ratio ψ des ponts thermiques inférieurs à $0,28 \text{ W/m}^2 \text{SRT} \cdot \text{K}$ Planchers intermédiaires : Coefficient $\psi_9 < 0,6 \text{ W/ml} \cdot \text{K}$		
	Confort d'été		
	Locaux destinés au sommeil et de catégorie CE1 : Facteur solaire des baies \leq Facteur solaire de référence Locaux CE1 et CE2 autres qu'à occupation passagère : Taux d'ouverture des baies 30% au moins et 10% pour les baies de grande hauteur ($h \geq 4\text{m}$)	AF	
	CARACTERISTIQUES THERMIQUES ET EXIGENCES DE MOYENS AUTRE QUE BÂTIMENT D'HABITATION		
	- Les bâtiments sont équipés de système permettant de mesurer ou de calculer la consommation d'énergie selon la répartition suivante : Chauffage par tranche de 500 m^2 de SURT ou par étage ou par tableau électrique ou par départ direct Refroidissement par tranche de 500 m^2 de SURT ou par étage ou par tableau électrique ou par départ direct Production d'ECS Eclairage par tranche de 500 m^2 de SURT ou par étage ou par tableau électrique Réseau prises électriques par tranche de 500 m^2 de SURT ou par étage ou par tableau électrique Centrales de ventilation par centrale Départ direct de plus de 80 Ampères.	AS	<p>Extension : Le bâtiment extension doit être équipé de systèmes permettant de mesurer ou de calculer la consommation d'énergie pour le chauffage, le rafraîchissement, le réseau de prises de courant et la centrale de traitement d'air. A préciser.</p>
	- Système de ventilation indépendant par type d'occupation, usages, émission de polluants	AF	
	- Système spécifique de ventilation mécanique, si une modification manuelle est possible : mise en place d'une temporisation	SO	
	- Dispositif de régulation fonction de la température intérieure pour le chauffage et le refroidissement par local et dispositif manuel	AF	
	- Locaux à occupation discontinue : programmation 4 allures obligatoire. Ce dispositif ne peut être commun qu'à des locaux dont les horaires sont similaires et si la surface est $< 5000 \text{ m}^2 \text{SURT}$.	AF	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	<ul style="list-style-type: none"> - Vanne d'équilibrage en pied de colonne et dispositif permettant l'arrêt des pompes de circulation - Dispositif d'extinction et d'allumage de l'éclairage manuel ou automatique en fonction de la présence pour chaque local. Si ce dispositif n'est pas situé dans le local, il doit permettre de visualiser l'état de l'éclairage dans ce local. - Dispositif automatique permettant soit l'abaissement de l'éclairage au minimum réglementaire soit l'extinction dans les circulations par tranche de 100m² et par niveau et trois niveaux maximum pour les circulations verticales. - Dispositif automatique permettant soit l'abaissement de l'éclairage au minimum réglementaire soit l'extinction dans les parcs de stationnement par tranche de 500m² ou par niveau. - Dans un même local, les points éclairés à moins de 5 mètres d'une baie sont commandés séparément dès lors que leur puissance dépasse 200W. - Bâtiment à usage autre qu'habitation : Dispositifs spécifiques de ventilation pour les locaux refroidis - Dispositif de fermeture automatique sur les portes d'accès aux locaux refroidis. - Dispositif de réglage manuel et automatique de la fourniture en froid en fonction de la température intérieure par local. Cas des planchers rafraîchissant : un dispositif pour 100 m²SURT maxi. Cas des systèmes à débit variable : un dispositif pour 100 m²SURT maxi. - Interdiction de refroidir et de chauffer l'air avant émission. 	<p>SO</p> <p>AF</p> <p>AF</p> <p>SO</p> <p>SO</p> <p>AF</p> <p>AF</p> <p>AF</p> <p>AF</p>	<p>prévu selon mail du BET fluide du 28/11/2022</p>

VIII.7 - Classement et référentiel

Présentation de l'établissement :

Bâtiment comportant une bibliothèque et une mairie au RDC et des locaux techniques et de stockage au R+1.
L'étage n'est pas accessible au public.
Seul la mairie est concernée par les travaux.

Description sommaire des installations :

- Installations électriques :

Alimentation électrique issue d'un comptage à puissance limitée (12kVA), disjoncteur de branchement existant situé dans un coffret en façade du bâtiment.

TGBT existant, régime de neutre du type TT.

Eclairage de sécurité réalisé par blocs autonomes de balisage

- Equipement d'alarme / SSI : alarme type 4

- Ventilation : ventilation de confort double flux

- Chauffage : pompe à chaleur réversible

Date d'application du référentiel réglementaire : 16/05/2022

Classement :

Détermination des effectifs théoriques du public : Déclaration du maître d'ouvrage pour la bibliothèque et 1 pers/m² pour la salle des mariages

Effectif du public : 107 personnes

Effectif du personnel : 9 personnes

Effectif public + personnel : 116 personnes

5ème catégorie de type S,W

PV de commission de sécurité justifiant le classement :

PC 8508422V0043

PV de la séance du 12 juillet 2022

Réglementation applicable :

- Code de la Construction et de l'Habitation - Article L143-2 ; R143-1 à R143-47.
- Arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public
- Règlement de sécurité approuvé par l'arrêté du 22 juin 1990 : dispositions particulières applicables aux ERP de 5ème catégorie.
- Instructions techniques et arrêtés pris en application du Règlement de sécurité contre l'incendie.

Prescriptions particulières demandées par la commission de sécurité :

Préférer un équipement d'alarme de type 3 minimum, compte tenu de la superficie de l'ERP et sa configuration intérieure sur 2 niveaux.

Autres prescriptions particulières :

A nous transmettre

VIII.8 - Sécurité des personnes dans les constructions - ERP 5ème catégorie (*)

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Livre Premier Dispositions Applicables à Tous les Etablissements Recevant du Public		Arrêté du 25/06/1980 modifié par arrêté du 07/02/2022 et précédents.
	Section I - Classement des Etablissements		
GN 1	Classement des établissements.	PM	Cf « Classement et référentiel »
GN 2	Classement des groupements d'établissements ou des établissements en plusieurs bâtiments voisins non isolés entre eux.	SO	
GN 3	Classement des groupements d'établissements et des établissements en plusieurs bâtiments isolés entre eux.	SO	
	Section II - Adaptation des Règles de Sécurité et Cas Particuliers d'application du Règlement		
GN 4	Procédure d'adaptation des règles de sécurité.	AS	La commission de sécurité demande la mise en place d'une alarme de type 3 dans l'établissement.
GN 5	Etablissement comportant des locaux de types différents.	PM	
GN 6	Utilisation exceptionnelle des locaux.	HM	
GN 7	Etablissements situés dans les immeubles de grande hauteur.	SO	A respecter par l'exploitant.
GN 8	Principes fondamentaux de conception et d'exploitation d'un établissement pour tenir compte des difficultés rencontrés lors de l'évacuation.	HM	
GN 9	Aménagement d'un établissement nouveau dans des locaux ou bâtiments existants.	PM	
GN 10	Application du règlement aux établissements existants.	PM	Etage non accessible au public. Sanitaires existants et non modifiés
	Section III - Contrôle des Etablissements		
GN 11	Notification des décisions.	PM	
GN 12	Justification des classements de comportement au feu des matériaux et éléments de construction.	PM	
	Section IV - Travaux		
GN 13	Travaux dangereux.	HM	A respecter par l'exploitant.
	Section V - Normalisation		
GN 14	Conformité aux normes - Essais de laboratoires.		
GN 14	Matériels des dispositions générales, désenfumage, moyens de secours hors SSI	PM	
GN 14	Matériels du SSI	PM	
GN 14	Matériels électriques	PM	
GN 14	Matériels de chauffage, ventilation, gaz, cuisson	PM	
GN 14	Ascenseurs, escaliers mécaniques et trottoirs roulants.	SO	
	Livre III Dispositions Applicables aux Etablissements de 5ème Catégorie		Arrêté du 22/06/1990 modifié par arrêté du 26/10/2011 et précédents
	Chapitre 1 - Dispositions Générales		
PE 1	Objet - Textes applicables	PM	
PE 2	Etablissements assujettis	PM	
PE 3	Calcul de l'effectif	PM	
PE 4	Vérifications techniques	PM	
	Chapitre 2 - Règles Techniques		
	Section I - Construction, Dégagements, Gaines		
PE 5	Structures	AF	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
PE 6	Isolement - Parc de stationnement	SO	Concerne le local technique ventilation créé à l'étage. Les autres locaux à risques de l'étage sont existants et non modifiés par les travaux.
PE 7	Accès des secours	AF	
PE 8	Enfouissement	SO	
PE 9	Locaux présentant des risques particuliers		
PE 9§1	Isolement des locaux présentant des risques particuliers	AF	
PE9§2	Isolement des locaux de stockage de butane et de propane commerciaux	SO	
PE9§2	Ventilation des locaux de stockage de butane et de propane commerciaux	SO	
PE 10A	A - Stockage et utilisation de récipients contenant des hydrocarbures	SO	
PE 10B §1	B - Installations de gaz combustibles (Application règle habitation)	SO	
PE 10B §2	B - Installations de gaz combustibles (application règle ERP)	SO	
PE 11	Dégagements		
PE11 §1	Généralités	AF	
PE11 §2	Portes	AF	
PE11 §3	Calcul des dégagements	AF	
PE11 §4	Communication avec les tiers	SO	
PE11 §5	Prise en compte de l'effectif "personnel"	AF	
PE11 §6	Escaliers encloués	SO	
PE 12	Conduits et gaines	AF	
	Section II - Aménagements Intérieurs		
PE 13 §1	Comportement au feu des matériaux	PM	
PE 13 §2	Appareils fonctionnant à l'éthanol	SO	
	Chapitre III - Aménagements intérieurs, décoration et mobilier		
AM 1	Généralités. Section I – Produits et Matériaux de Parois	PM	
AM 2	Produits et matériaux de parois.	PM	
AM 3	Parois des dégagements protégés.	SO	
AM 4	Parois verticales des dégagements non protégés et des locaux.	AF	
AM 5	Plafonds des dégagements non protégés et des locaux.	AF	
AM 6	Parties transparentes ou translucides incorporées dans les plafonds suspendus ou tendus des dégagements non protégés et des locaux.	SO	
AM 7	Sols des dégagements non protégés et des locaux.	AF	
AM 8	Produits d'isolation.		
AM 9 - AM 10	Section II - Eléments de Décoration	HM	A la charge du maître d'ouvrage
	Section III - Tentures, Portières, Rideaux, Voilages, Cloisons coulissantes ou repliables		
AM 11	Tentures et rideaux disposés en travers des dégagements.	SO	
AM 12	Tentures et rideaux disposés dans les locaux et dégagements.	SO	
AM 13	Rideaux de scènes et d'estrades.	SO	
AM 14	Cloisons coulissantes ou repliables.	AF	
	Section IV - Gros Mobilier, Agencement Principal, Planchers Légers Surélevés		
AM 15	Principe général.	AF	
AM 16	Gros mobilier, agencement principal.	AF	
AM 17	Planchers légers surélevés.	SO	
AM 18	Rangées de sièges.	AF	
AM 19	Arbres de Noël et décorations florales.	PM	A respecter par l'exploitant
AM 20	Appareils fonctionnant à l'éthanol	SO	
PE 14 - PE14§3	Section III - Désenfumage	SO	Existant et non modifié par les travaux

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
PE 15 - PE 19	Section IV - Installations d'appareils de Cuisson destinés à la restauration	SO	
	Section V - Chauffage, Ventilation		
PE 20§1	Généralités (Application PE21 à 23)	SO	
PE 20§2	Généralités (Application ERP 1er groupe)	SO	
PE 21 §1,2,4	Installations d'appareils à combustion (Fonctionnant au gaz)	SO	
PE 21 §1,2,4	Installations d'appareils à combustion (autres combustibles)	SO	
PE 21 §3	Appareils à production - émission électriques	AF	
PE 21 §3	Appareils à production - émission à combustion	SO	
PE 22	Traitement d'air et ventilation	AF	
PE 23	Installation de ventilation mécanique contrôlée	HM	Existant et non modifié par les travaux
	Section VI - Installations Electriques		
PE 24	Installations électriques, éclairage	AF SO	Eclairage de sécurité assuré par blocs autonomes
PE 25 - PE 25§6	Section VII - Ascenseurs, Escaliers Mécaniques et Trottoirs Roulants		
	Section VIII - Moyens de Secours		
PE 26	Moyens d'extinction		
PE 26§1	Extincteurs	HM	A la charge du maître d'ouvrage
PE 26§2	Colonnes sèches	SO	
PE 27	Alarme, alerte, consignes		
PE 27§1	Présence du personnel	HM	A la charge du maître d'ouvrage
PE 27§2	Alarme	AF	
PE 27§3	Téléphone	HM	Existant et non modifié par les travaux
PE27§4	Consignes	HM	A respecter par l'exploitant
PE27§5	Instruction du personnel	HM	A respecter par l'exploitant
PE27§6	Affichage des plans	SO	
PE 28 - PE 37	Chapitre 3 - Règles Complémentaires pour les Etablissements comportant des Locaux réservés au sommeil		
PO 1 - PO 13	Chapitre 4 - Règles Spécifiques aux Hôtels	SO	
PU 1 - PU 6	Chapitre 5 - Règles Spécifiques aux Etablissements de soins	SO	
	Chapitre 6 - Règles Spécifiques aux Etablissements sportifs	SO	

VIII.9 - Sécurité des personnes dans les constructions - autres réglementations (*)

REGLEMENTATIONS AUTRES QUE L'ARRETE

DU 25 JUIN 1980

ET L'ARRETE DU 22 JUIN 1990

applicables aux établissements recevant du public

Le référentiel de contrôle est constitué par les dispositions techniques contractuellement applicables et figurant dans les textes énumérés ci-après :

- Normes NFP 01-012 et NFE 85-015 relatives aux garde-corps ;
- Articles R.4216-1 à R.4216-20, 2° et 3° de l'article R.4216-21, R.4216-22 à R.4216-30 du code du travail, relatifs à la prévention des incendies et à l'évacuation des occupants ;
- Articles R.4215-1 à R.4215-17 du code du travail relatifs aux installations électriques ;
- Articles R.4214-15 à R.4214-16 du code du travail relatifs aux ascenseurs et ascenseurs de charge ; Décret n°2000-810 du 24 août 2000 relatif à la mise sur le marché des ascenseurs ;
- Articles R.4214-5 et R.4214-6 du code du travail relatifs aux ouvrants en élévation ou en toiture et aux parois transparentes ;
- Articles R.4214-7, R.4218-8, R.4224-9, R.4224-110, R.4224-11, R.4224-13 du code du travail et arrêté du 21/12/93, relatifs aux portes et portails ;
- Article R.4214-20 et R.4214-21 relatif aux quais de chargement ;
- Arrêté du 5 août 1992 pris pour l'application des articles R 4216-16 et R 4216-29 du code du travail et fixant des dispositions pour la prévention des incendies et le désenfumage de certains lieux de travail.
- Circulaire DRT n°95-07 du 14 avril 1995 ;
- Arrêté du 23/06/1978 relatif aux installations fixes de chauffage et d'alimentation en eau chaude sanitaire ;
- Arrêté du 21/03/1968 relatif au stockage et aux installations d'hydrocarbures liquides et arrêté du 01/07/2004 fixant les règles techniques applicables au stockage de produits pétroliers ;
- Arrêté du 23 février 2018 relatif aux règles techniques et de sécurité applicables aux installations de gaz combustible des bâtiments d'habitation individuelle ou collective, y compris les parties communes
- Arrêté du 30/07/1979 relatif aux stockages d'hydrocarbures liquéfiés ;
- Arrêté du 22/10/1969 relatif aux conduits de fumée ;
- Articles R144-2 et R142-3 du Code de la construction et de l'habitation Art 2,3 et 6 de l'arrêté du 05/02/2013 relatifs à l'installation de détecteurs de fumée dans tous les lieux d'habitation (dont logements de fonction) ;
- Décrets des 02/04/1926, 18/01/1943 et 13/12/1999 relatifs aux appareils sous pression de gaz et vapeur.
- Dispositions constructives prescrites par la personne compétente en radioprotection dans le cadre du décret 2003-296 du 31 mars 2003 relatif à la protection des travailleurs contre les dangers des rayonnements ionisants ;

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
NFP 01-012 - NFE 85-015	Implantation et géométrie des garde-corps	HM	Existant et non modifiés par les travaux
	CODE DU TRAVAIL		Code du travail modifié par décret du 2011-1461 du 7 novembre 2011 et précédents.
	Livre II		
	Titre I		
	Chapitre IV		
	SECURITE DES LIEUX DE TRAVAIL		
	Section I Caractéristiques des bâtiments		
R4214-5	Les ouvrants en élévation ou en toiture	SO	
R4214-6	Parois transparentes ou translucides	AF	
R4214-7	Dimensions et caractéristiques des portes et des portails - Application des articles R4224-9 à 13	SO	
R4224-9	Portes et portails en va-et-vient sont transparents ou possèdent des panneaux transparents	SO	
R4224-10	Protection contre les heurts pour parties vitrées	AF	
R4224-11	Système de sécurité sur portes et portails : coulissants les empêchant de sortir de leur rail et de tomber s'ouvrant vers le haut les empêchant de retomber	SO	
R4224-12	Contrôle régulier des portes et portails	HM	
R4224-13	Fonctionnement des portes et portails sans risque pour les travailleurs- application arrêté du 21/12/93	SO	
R4214-8	Dispositifs de sécurité des portes et des portails	SO	
R4214-9 - R4214-17	Section 2 Voies de circulation et accès	SO	
R4214-18 - R4214-21	Section 3 : Quais et rampes de déchargement	SO	
R4214-22 à 25	Section 4 : Aménagement des lieux et postes de travail	HM	
R4214-26 à 28	Section 5 : Accessibilité des lieux de travail aux travailleurs handicapés	HM	Voir mission spécifique
	Chapitre V		
	INSTALLATIONS ELECTRIQUES		Décret N° 2010-1017 du 30 août 2010
R4215-1	Conception/réalisation eu égard aux chocs électriques – contacts directs ou indirects – risques de brûlures – d'incendie ou d'explosion.	PM	
R4215-2	Dossier Technique	PM	Rappel des documents devant être intégrés au dossier technique de l'établissement : - plan des locaux à risques particuliers/BE2-BE3 plus particulièrement. - plan à l'échelle, de l'implantation des prises de terre et réseaux enterrés. - cahier des clauses techniques - schéma de principe (avec synoptique si nécessaire – carnet de câbles – notes de calculs) - éléments caractéristiques de l'appareillage.
R4215-3	Protection contre les risques de contacts directs et tensions de contacts dangereux.	AF	
R4215-4	Protection contre les montées en potentiel des masses	AF	
R4215-5	Elimination des risques liés à l'élévation normale de température des matériels électriques.	AF	
R4215-6	Protection surintensité des matériels électriques – Protection des matériels contenant un diélectrique liquide inflammable ou des transformateurs type sec.	AF	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
R4215-7	Dispositifs de sectionnement.	AF	
R4215-8	Dispositif de coupure d'urgence (en cas de choc électrique, d'incendie, d'explosion)	AF	
R4215-9	Mise en oeuvre des canalisations électriques.	AF	
R4215-10	Identification appareillage et circuits (dont conducteurs)	AF	
R4215-11	Adaptation des matériels à l'environnement et à la tension	AF	
R4215-12	Conception/réalisation des installations dans les locaux ou emplacement à risques incendie ou d'explosion.	SO	
R4215-13	Locaux ou emplacements de service électrique (production – conversion – distribution de l'électricité)	SO	
R4215-14	Conformité des installations électriques aux normes homologuées.	AF	
R4215-15	Installations électriques répondant aux normes mentionnées en R 4215-14 réputées répondre au présent décret.	AF	
R4215-16	Conformité des matériels (de séparation, de protection surintensité et contre les chocs électriques) aux Normes Françaises homologuées ou aux spécifications techniques d'un Etat membre de l'UE ou de l'Espace Economique Européen.	AF	
R4215-17	Installations d'éclairage de sécurité : conformité à l'arrêté du 14 décembre 2011 (suivant article R 4227-14)	AF	Blocs autonomes de sécurité
	CHAPITRE VI Risques d'incendies et d'explosions et évacuation		
	Section 1 Dispositions générales		
R4216-1	Etablissements visés par la présente section	PM	
R4216-2	Dispositions générales : Evacuation, accès des secours, limitation propagation	AF	(Décret n°2011-1461 du 07/11/2011)
R4216-2.1	Espaces d'attente sécurisés ou espaces équivalents pour évacuation différée	HM	Etage existant et non modifié
R4216-2.2	Caractéristiques des espaces équivalents	SO	
R4216-2.3	Exemption des espaces d'attente sécurisés ou de locaux équivalents	SO	
R4216-3	Isolement des Tiers	AF	
R4216-4	Détermination de l'effectif	PM	
	Section 2 Dégagements		
R4216-5	Largeur des dégagements.	AF	
R4216-6	Application des articles R4227-4 à 14 à l'exception de R4227-5 et R4227-12	PM	
R4227-4	Dispositions générales absence de cul de sac	AF	
R4227-6	Manoeuvre des portes	AF	
R4227-7	Portes coulissantes, à tambour et s'ouvrant vers le haut	SO	
R4227-8	Ascenseurs, monte-charge, chemins et tapis roulants non comptabilisés dans les dégagements	SO	
R4227-9	Conception escaliers	HM	Existant et non modifié par les travaux
R4227-10	Sécurité d'utilisation des escaliers	HM	Existant et non modifié par les travaux
R4227-11	Dissociation escaliers Etages / sous-sols	SO	
R4227-13	Signalisation des issues	AF	
R4227-14	Eclairage de sécurité	AF	
R4216-7	Saillies et dépôts	AF	
R4216-8	Nombre et largeur exigible des dégagements	AF	
R4216-9	Dégagements des locaux situés en sous-sol.	SO	
R4216-10	Locaux situés à plus de 6 m en dessous du niveau moyen des seuils d'évacuation	SO	
R4216-11	Distances maximales des itinéraires de dégagements	AF	
R4216-12	Dispositions relatives aux escaliers	SO	Existant et non modifié par les travaux
R4216-13 - R4216-16	Section 3 Désenfumage	SO	Existant et non modifié par les travaux

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
	Section 4 Chauffage des Locaux		
R4216-17	Application des articles R4227-16 et R4227-18 à 20 et réglementation particulière : Installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude Installations de gaz combustibles et d'hydrocarbures liquéfiés Stockage et utilisation des produits pétroliers	SO	
R4227-16	Combustibles liquides	SO	
R4227-18	Installations des appareils	PM	
R4227-19	Alimentation des appareils	PM	
R4227-20	Arrêt d'urgence de l'alimentation en énergie	AF	
R4216-18	Règles propres aux bâtiments d'habitation, de bureaux ou recevant du public applicables « s'il y a lieu ». Dispositions prises pour ne pas aggraver les risques inhérents aux activités du bâtiment	PM	
R4216-19	Générateurs d'air chaud et conduits de distribution	SO	
R4216-20	Usage de la brasure tendre	SO	
R4216-21-1 - R4216-23	Section 5 Stockage ou Manipulation de matières inflammables	SO	
R4216-24 - R4216-29	Section 6 - Bâtiments dont le plancher bas du dernier étage est situé à plus de 8 mètres du sol	SO	
	Section 7 - Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie		
R4216-30	Application des articles R4227-28 à R4227-41	PM	
R4227-28	Responsabilité employeur	PM	
R4227-29	Extincteurs	HM	A la charge du maître d'ouvrage
R4227-30	RIA, colonne sèche, colonne humide, installation fixe d'extinction automatique, installation de détection automatique si nécessaire	SO	
R4227-31	Accès et manipulation faciles	PM	
R4227-32	Bac avec sable ou terre meuble selon nécessité	SO	
R4227-33	Signalisation des moyens d'extinction	PM	
R4227-34	Système d'alarme sonore si plus de 50 personnes ou établissements avec manipulation ou mise en oeuvre de matières inflammables (R4227-22)	AF	
R4227-35	Diffusion par bâtiment si les bâtiments sont isolés entre eux	SO	
R4227-36	Caractéristiques de l'alarme sonore (Audibilité, durée de 5 mn, pas de confusion avec autre signal sonore)	AF	
R4227-37	Règles d'implantation des consignes de sécurité	HM	A la charge du maître d'ouvrage
R4227-38	Contenu des consignes de sécurité	HM	A la charge du maître d'ouvrage
R4227-39	Essais et visites périodiques (Tous les 6 mois au moins)	HM	A la charge de l'employeur
R4227-40	Transmission consigne de sécurité à l'inspection du travail	HM	
R4227-41	Arrêtés spécifiques	PM	
	Section 8 – Prévention des explosions		
R4216-31	Dispositions relatives à la prévention des explosions	HM	
	Section 9 – Dispenses de l'autorité administrative		
R4216-32	Modalités pour obtention de dispenses	PM	

Réf	Exigences réglementaires	Avis	Observations
R4216-33	Enquête de l'inspecteur du travail	PM	
R4216-34	Délai de réponse suite à recours	PM	
	Arrêté du 5 Août 1992		
Art. 1 - Art. 9	Section I - Dispositions applicables aux bâtiments dont le plancher bas du dernier niveau est situé à plus de 8 mètres du sol	SO	
Art.10 - Art.15	Section II - Dispositions relatives au désenfumage et aux cantons de désenfumage de certains locaux ou dégagements de bâtiments destinés à l'activité des établissements mentionnés aux articles R4227-1 & 2 du Code du travail	SO	
	Installations de Chauffage	SO	
	Arrêté du 23 juin 1978		
	Installations de Stockage d'Hydrocarbures Liquides	SO	
	Arrêté du 21 mars 1968		
	Installations de Stockage Produits pétroliers	SO	
	Arrêté du 1er juillet 2004		
	Installations de Stockage d'Hydrocarbures Liquéfiés	SO	
	Arrêté du 30 juillet 1979		
	Installations de Gaz	SO	
	Arrêté du 23 février 2018		
	Conduits de Fumée	SO	
	Arrêté du 22 octobre 1969		
D. 2-4-26 D.18-1-43 D.13-12- D. 2-4-26 D.18-1-43 D.13-12-	APPAREILS SOUS PRESSION DE GAZ ET DE VAPEUR	SO	
	DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES CONCERNANT LA PROTECTION CONTRE LES RAYONNEMENTS IONISANTS	SO	
	Décret 2003-96 du 31 mars 2003		
ART. 1 - Art. 8 à Art. 10	PORTES ET PORTAILS AUTOMATIQUES ET SEMI-AUTOMATIQUES SUR LES LIEUX DE TRAVAIL Arrêté du 21 DECEMBRE 1993	SO	